

RÉVEILLONS NOTRE AFRIQUE NOIRE



(croquis de Rouquayrol)

LA FUREUR DE L'ETNA

Le torrent de lave semant les ruines s'avance sur un front de mille mètres

On ne peut prévoir quand s'arrêtera
ce phénomène auquel l'observatoire
ne connaît pas de précédent

Rome, 10 novembre (dép. Petit Parisien.)

L'éruption de l'Etna prend une tournure de plus en plus impressionnante, les prévisions optimistes d'hier ne s'étant pas réalisées. Des flancs du volcan, la coulée de lave se déverse dans les campagnes environnantes que la population a dû évacuer en hâte. Depuis cette nuit, le torrent de feu, qui sème la panique dans toute la région, avance sur un front de mille mètres. Après avoir dépassé le lit du fleuve Pietravallo qu'il avait déjà rempli pendant la journée d'hier, il a détruit de vastes plantations d'oliviers et de citronniers. On assiste à un spectacle terrifiant, qui fait songer à l'incendie d'immenses cités dont il ne reste plus qu'un amas de décombres.

Des cratères s'ouvrent soudainement, lançant vers le ciel des matières incandescentes qui ont déjà enseveli le pre-



mier groupe des maisons de Caratba, et l'œuvre de destruction s'étend au centre du village. Toutefois, contrairement aux premières nouvelles, la ville de Giarrè ne semble courir, pour l'instant, aucun danger.

A Nuzziata, le secrétaire du faisceau a voulu assurer jusqu'au dernier instant la garde du monument aux morts de la guerre qui devait être inauguré ces jours-ci.

La population assiste à la destruction de ses biens avec un stoïcisme extraordinaire. Rien ne permet de hasarder des prévisions sur le développement ultérieur du phénomène qui a déjà fait tant de ravages dans des régions fertiles. La direction de l'observatoire se montre très réservée et suit de près les phases de l'éruption qui, déclare-t-elle, n'a pas de précédents.

PAS DE SOUSCRIPTIONS PUBLIQUES DÉCIDE M. MUSSOLINI

Rome, 10 novembre (dép. Havas.)

M. Mussolini a interdit les souscriptions publiques en faveur des victimes de l'éruption de l'Etna.

L'AUTONOMISTE ROOS S'EST CONSTITUÉ PRISONNIER

Strasbourg, 10 nov. (dép. P. Parisien.)

L'autonomiste Roos qui, hier soir, avait fait son apparition dans un meeting communiste et autonomiste, avait réussi à échapper aux policiers qui l'avaient recherché à la sortie de la réunion.

Accompagné de M^{rs} Fourrier et Klein, il s'est rendu ce matin, à 9 heures, au parquet de Strasbourg pour se constituer prisonnier. Il a été aussitôt écroué, en attendant son transfert à Colmar.

L'arrêt de la cour d'assises qui l'avait condamné à quinze ans de forteresse et à vingt ans d'interdiction de séjour tombe du fait que le contumax s'est constitué prisonnier. Il appartient maintenant au président de la cour d'assises de Colmar de statuer sur la nouvelle procédure à ouvrir.

UNE GRÈVE GÉNÉRALE EN ALSACE ET EN LORRAINE?

Strasbourg, 10 nov. (dép. P. Parisien.)

Au cours de la réunion communiste d'hier soir, M. Hueber, ancien député communiste, a annoncé une prochaine grève générale organisée, en Alsace et en Lorraine, par les communistes et les autonomistes.

Un Hongrois accusé d'avoir détourné plus d'un million est arrêté à Versailles

Sur mandat de M. Yton, juge d'instruction au parquet de la Seine, les inspecteurs Oser et Dupont, du contrôle général des recherches, ont arrêté hier, à la gare Rive-gauche, à Versailles, un sous-directeur de banque de nationalité hongroise, Jacques Brody, cinquante-cinq ans, demeurant 18, rue de Tocqueville, inculpé de détournements dépassant un million de francs.

Ce financier habitait depuis le mois d'août, sous un nom d'emprunt, dans un hôtel de la rue des Réservoirs, à Versailles. Au moment de son arrestation, il a été trouvé porteur d'une somme de 150.000 francs en billets de banque français et étrangers.

Le voyage est achevé.

L'Afrique noire française compte quatorze colonies. C'est un empire immense.

Le climat n'y est jamais doux et plusieurs mois par an il est épouvantable.

Cependant, avec un casque, des verres jaunes et de la quinine, le blanc y peut vivre.

D'innombrables races forment la population du pays. Ces races, que nous désignons sous le nom général de « nègre », sont plus ou moins noires, plus ou moins nues, plus ou moins primitives. Il ne faut pas prendre la vie des blancs comme point de comparaison pour juger la vie des noirs. Les noirs arrivés jusqu'à la borne qui sépare la sauvagerie de la civilisation sont déjà des civilisés pour l'Afrique. Des captifs à cette catégorie de civilisés, voilà sur quoi nous régnons.

L'intérêt de la France n'est pas que l'on épaississe les voiles qui nous cachent encore le pays. Les portes de cet empire devraient être grandement ouvertes à la curiosité de la métropole. On constate justement le contraire. On dirait que la vie coloniale a pour première nécessité celle de se dérouler en cachette, en tout cas hors des regards du pays protecteur. Celui qui a l'audace de regarder par-dessus le paravent commet un abominable sacrilège, aux dires des purs coloniaux. Les dirigeants de nos colonies veulent bien montrer « leur » pays à quelques citoyens, mais seulement à la lueur d'une lanterne sourde. Tout homme politique, tout voyageur de quelque importance sera précédé dans sa randonnée d'une dépêche circulaire où l'on ordonnera aux administrateurs de les bien faire manger et de ne rien leur dire.

Ce n'est pas en cachant ses plaies qu'on les guérit.

Cette conception de gouvernement appela une très curieuse méthode de propagande. Chaque fois que les « purs » parlaient de nos colonies, ils poussaient des cris de triomphe. Tout y allait bien. Le présent y était superbe, l'avenir sans nuage.

Là-dessus, un petit coup de fanfare. On remettait son chapeau et l'on rentrait le cœur léger au sein de sa famille.

Eh bien ! flatter son pays n'est pas le servir, et quand ce pays s'appelle la France, ce genre d'encens n'est pas un hommage, c'est une injure.

La France, grande personne, a droit à la vérité.

L'excuse des partisans de l'ombre est d'ailleurs sans force. L'étranger, disent-ils, ne doit pas être mis au courant de nos erreurs et de nos difficultés. L'étranger ne nous a pas attendu ! La France n'a pas le monopole de l'imprimerie. Si vous voulez savoir ce qui se passe dans nos colonies, ouvrez les journaux allemands, anglais et américains.

La question, pour un voyageur indépendant, ne se pose pas comme se l'imaginent beaucoup d'honorables contradicteurs. Le principal, à notre avis, n'est point de regarder ce qui a été fait, mais ce qui aurait dû être fait. « Voyons ! s'écrient de sincères amis de l'expansion française, vous ne pouvez dire que la France n'ait pas travaillé en Afrique noire. Nous avons fait quelque chose, que diable ! » Il ne manquerait plus que cela que nous n'eussions rien fait !

Mais nous n'avons pas dépassé le minimum.

Pour bien juger, il est bon de procéder par comparaison. Ici les comparaisons ne sont pas en notre faveur. La France a travaillé beaucoup mieux dans ses autres colonies. Sur la même terre, sous le même soleil, avec des indigènes qui n'étaient ni pires ni meilleurs que les nôtres, l'Angleterre et la Belgique ont fait œuvre importante. L'Afrique noire française est dans un état d'infériorité incontestable en face de l'Afrique noire anglaise et de l'Afrique noire des Belges. Infériorité au point de vue ports, navigation fluviale, chemin de fer, infériorité au point de vue du matériel, du confort et surtout des méthodes de travail. Aider à le cacher serait bercer de sa main



un sommeil dangereux. Un coup de poing est par moment plus salutaire qu'une carresse.

Quel est le bilan de notre effort ?

Nous avons un port suffisamment outillé : Dakar. C'est le seul. Des colonies d'avenir comme la Côte d'Ivoire attendent encore le leur.

Nous avons cinq chemins de fer. Au Sénégal : Dakar-Saint-Louis. Du Sénégal au Soudan : le Thiès-Niger. En Guinée : Conakry-Kankan. En Côte d'Ivoire : Abidjan-Ferkessedougou. Puis celui du Dahomey. En tout, deux mille huit cents kilomètres de voie ferrée. Mais comme toujours nous avons travaillé à l'économie, et la moitié de ce réseau, pour répondre aux nécessités du jour, doit être révisée.

Nous avons des routes : peu et mauvaises au Sénégal ; bonnes au Soudan ; magnifiques et nombreuses en Haute-Volta ; praticables en Côte d'Ivoire, au Dahomey. Aucune dans le Moyen-Congo. Mais nous n'avons fait ces routes qu'avec un seul instrument : le nègre ; nous les entretenons de la même manière, si bien qu'au lieu d'être une délivrance, elles deviennent une corvée perpétuelle.

Nous avons creusé au Soudan le canal de Sotuba (vingt-deux kilomètres) qui, prolongeant le cours utile du Niger, permettra l'irrigation des terres en vue d'une culture raisonnée du coton.

En effet, tout est encore à faire au sujet du coton. Dans le Soudan, il n'est qu'une seule plantation, celle de Diré, à dix heures de Tombouctou. Le reste du coton pousse où il peut, au petit bonheur, par ordre du commandant et sous les cris du tirailleur. Il faut dire qu'un homme extraordinaire, M. Bellime, a « son » idée. Peut-être un jour, grâce à lui, pourrons-nous appeler le Niger le Nil français...

Nous avons également, depuis quatre ans, planté des cacaoyers en Côte d'Ivoire.

Quelques usines par-ci par-là. Partout ailleurs, sur tant de richesses cachées : le silence !

L'Afrique noire française dort. En France, nous sommes au vingtième siècle. Là-bas, on est au moyen âge.

La métropole a sa part de responsabilité en cette affaire. Les colonies, chez nous, ne sont pas à l'honneur. Il faut avoir un parent dans la « partie » pour être sûr que la Côte d'Ivoire ne donne pas sur l'océan Indien ! L'ignorance serait pardonnable, l'indifférence ne l'est pas.

Alors, la colonie vit toute seule. Elle se traîne comme elle peut le long des marigots. La France n'est jamais derrière elle pour l'aiguillonner.

Cela doit changer. Le recrutement pour l'armée donne des résultats douteux. Examinons de nouveau le problème.

L'exploitation des terres n'est pas organisée. Organisons-la. Nos méthodes de travail sont mauvaises. Changeons-les.

Cela va coûter de l'argent ?

Oui, beaucoup. Mais que diriez-vous d'un semeur qui, au lieu d'ouvrir sa main la fermerait sur ses graines de peur d'en laisser tomber une ? Nous sommes ce semeur. Le sol colonial n'a pas encore gagné la confiance des capitalistes. Ils maintiennent leurs écus au-dessus des terres brûlantes. Peut-être craignent-ils qu'elles ne les leur fondent aussitôt.

Anglais et Belges n'en sont plus à ce stade. Leurs colonies prospèrent. Les nôtres... attendent.

Il faut aussi sauver le nègre.

Pour sauver le nègre, l'argent est nécessaire.

Le moteur à essence doit remplacer le moteur à bananes.

Le portage décime l'Afrique.

Au siècle de l'automobile, un continent se dépeuple parce qu'il en coûte moins cher de se servir d'hommes que de machines !

Ce n'est plus de l'économie, c'est de la stupidité.

Deux millions six cent mille noirs de l'A. O. F. ; plusieurs centaines de mille de l'A. E. F. ont quitté le territoire français. Sans doute avaient-ils leurs raisons ? Ces raisons ne sont pas mystérieuses. Les noirs ont fui nos méthodes de travail.

Il est urgent d'aviser.

Très urgent.

Quant au drame du Congo-Océan...

Mais nous espérons qu'il aura suffi de le dénoncer pour en arrêter les représentations.

Donc pour que l'Afrique noire

nous fasse honneur — et nous donne des profits — il faut une nouvelle organisation et de l'argent, une bonne organisation exigeant beaucoup d'argent.

Il faut de l'argent pour que des hommes, de vrais hommes de la métropole, consentent à aller là-bas mener une vie dure, périlleuse, de chef ; il faut de l'argent pour acheter les instruments de transport, les tracteurs, pour dresser des campements sanitaires.

Il nous faut aussi un grand ministre des Colonies.

Il est temps de savoir ce que nous voulons, et si nous voulons que l'Afrique noire devienne une source de richesses pour elle-même et pour la France.

Le voudra-t-on ? Le veut-on ? Sans doute.

Alors nous ne regretterons pas d'avoir soulevé le rideau, parfois lourd à notre main, qui cachait au pays son Empire africain.

FIN

Albert LONDRES.

LES ESCROQUERIES DU FRÈRE DE LITVINOV

Les traites de 210.000 livres sterling émises par lui ont été retrouvées et saisies à Paris

Nous avons annoncé, hier, que l'Office commercial du gouvernement soviétique à Berlin avait déposé une plainte à la fois au parquet de Berlin et au parquet de Paris contre le frère du commissaire du peuple Litvinov, auquel on reproche d'avoir émis des traites pour un montant de quatre millions de marks et libellées en livres sterling, traites faussement mises en circulation sous le couvert dudit Office commercial.

C'est M. Audibert, juge d'instruction à la Seine, qui a été commis pour suivre la plainte déposée en France.

M. Nicolle, commissaire à la police judiciaire, chargé de procéder à la recherche des sept traites émises par Litvinov, les a retrouvées et saisies hier matin. L'une chez M. Lutz Blondel, chef d'un contentieux, 47, boulevard de Sébastopol, qui a déclaré avoir eu pour mission de faire protester les effets au cas où ils ne seraient pas payés. Les six autres traites étaient entre les mains de M. Monier, administrateur délégué de la Banque Centrale pour l'Europe, 16, rue Halévy, chez qui elles avaient été mises à l'encaissement.

Quel fut le rôle de l'ex-banquier allemand Michel Holzmann

Diverses perquisitions ont été effectuées par M. Nicolle chez plusieurs personnes ayant été en rapport d'affaires avec Litvinov. Au cours de ces opérations, de nombreux documents ont été saisis. Leur dépouillement et examen demanderont quelque temps.

On sait que le frère de Litvinov a brusquement disparu de Paris, où il se trouvait encore récemment. S'est-il réfugié à l'étranger ou se cache-t-il chez un ami sûr et discret ?

Les enquêteurs se demandent si le personnage, en commettant ses escroqueries, agissait dans un but purement personnel.

Ce qui est certain, c'est qu'un nommé Michel Holzmann, banquier, autrefois établi à Berlin qu'il dut quitter à la suite de démêlés avec la justice allemande, actuellement installé à Paris, est des plus compromis en cette affaire.

Dans quelle mesure ? On ne peut encore le préciser et il faut attendre les explications que Holzmann ne manquera pas de fournir quand il sera rentré d'un voyage à l'étranger qu'il accomplit actuellement.

Ce que dit l'avocat-conseil de l'ambassade soviétique

Nous avons pu joindre M^r Grouber, avocat-conseil de l'ambassade soviétique à Paris, qui nous a déclaré :

« Il n'est pas du tout prouvé que Litvinov a fabriqué ses fausses traites à l'époque où il se trouvait encore à l'Office commercial du gouvernement soviétique à Berlin. Il y a tout lieu de supposer, au contraire, que ces traites ont été faites il y a très peu de temps, mais que leur auteur les a antidatées. »

Un étranger dérobe à un bijoutier parisien une bague de 70.000 francs

Un gentleman fort élégant, s'exprimant en français, mais avec un accent étranger très prononcé, pénétrait hier dans une bijouterie de la rue du Faubourg-Saint-Honoré et demandait au vendeur de lui montrer quelques bagues ornées de brillants.

On soumit aussitôt à son choix un lot de bagues de platine d'assez grande valeur. Après avoir examiné chaque bijou avec attention, l'étranger ne trouva rien à sa convenance et se retira sans effectuer d'achat.

Ce ne fut que peu de temps après son départ que le bijoutier constata qu'une bague de platine ornée de brillants, valant 70.000 francs, lui avait été dérobée. Le bijoutier se rendit aussitôt au commissariat voisin et y déposa une plainte contre son voleur, dont il a pu fournir un signalement assez précis. L'adroit filou est activement recherché.

Mort de Mme Jules Cambon

Mme Jules Cambon est morte hier, à son domicile de Paris, 6, rue Daubigny. Epouse de l'un des plus éminents diplomates de notre temps, elle l'accompagna dans ses différentes missions, et notamment dans sa fameuse ambassade d'avant-guerre à Berlin. Femme supérieure, d'esprit ouvert, elle sut partout, à l'étranger, par sa distinction et son charme, faire aimer la France.

Elle était la mère de M. Roger Cambon, conseiller d'ambassade à Londres depuis plusieurs années.